

## C'est en notre nom qu'ils oppriment les peuples

Nous autres, travailleurs et gens du peuple, sommes concernés à plus d'un titre par ce qui se passe ou va se passer dans un pays comme le Rwanda.

Nous sommes concernés quand on essaie de nous faire croire que des populations, simplement parce qu'elles sont pauvres, peuvent devenir soudain barbares et sanguinaires. C'est nous mépriser.

Nous sommes encore concernés quand on vient nous raconter, de Mitterrand à Juppé, que c'est pour le bien des populations là-bas qu'on va envoyer des soldats français. Et nous sommes plus concernés encore quand là-bas se passent des choses peu ragoûtantes qu'on prétend faire en notre nom.

Si nous en restons à la version qu'on nous a rabâchée pendant 3 mois sur un ton accablé, en nous répétant qu'Hutus et Tutsis s'étaient presque toujours entretués, on ne peut rien comprendre. Mais c'est nous prendre pour des imbéciles.

La vérité est que ce n'est pas la population qui a lancé ces massacres, mais des militaires, ceux de l'armée du Rwanda, et ceux de la garde présidentiel-le du dictateur qui était en place depuis 21 ans.

Hutus et Tutsis sont des peuples très proches, qui parlent la même langue, vivent ensemble. Ce sont les dictatures qui ont pris l'habitude là bas, de jouer une ethnie contre une autre. "*Diviser pour régner*", elles avaient appris cela des blancs, des colonisateurs allemands puis belges. C'est eux qui ont imposé à la population de mettre noir sur blanc la mention "*Tutsi ou Hutu*" sur les cartes d'identité instaurées pour l'occasion car la différence ne se voit pas. Exactement comme Pétain sous Vichy imposait de mettre la mention "*juif*", ici en France.

Ce sont ces cartes d'identité que les massacreurs d'aujourd'hui doivent regarder pour pouvoir opérer leur travail macabre. Leur but était de terroriser les Tutsis et d'obliger les Hutus à soutenir leurs actes odieux. Or depuis 3 ans, la France a soutenu ce régime et ses cartes racistes, et couvert des massacres qui avaient pourtant indigné le monde en 1993.

Il y a 3 ans, en 1990, le dictateur en place depuis 1973 voyait son pouvoir menacé par une rébellion, le FPR, formé d'exilés rwandais, Hutus et Tutsis ensemble. C'est l'intervention de 250 militaires français qui a sauvé de justesse, à Kigali, le dictateur en place. Michel Rocard à l'époque avait déclaré "*il s'agit de défendre des citoyens français, et pas plus*". La Belgique, qui envoyait ses parachutistes, parlait d'action "*humanitaire*". Des dictateurs africains, comme le zairois Mobutu, avaient fourni une aide. Cela ressemble à s'y méprendre à ce que veut faire aujourd'hui la France de toute force, sous couvert d'ONU.

En échange du service rendu, la France avait été remerciée par un achat du dictateur de 30 millions de francs d'armes, l'opération se faisant discrètement sous la garantie du Crédit Lyonnais. Et la présence française passait à 700 militaires, se chargeant de la "*formation*" des massacreurs actuels de la garde présidentielle.

Il n'est pas impossible que le gouvernement français fasse maintenant le calcul de soutenir le FPR après l'avoir combattu il y a 3 ans, ce ne serait pas plus propre pour autant.

On nous ment sur ce que fait la France à l'étranger. Elle n'a rien du pays des Droits de l'homme et du citoyen. La France à l'étranger, ce sont des industriels qui ventent des armes, des gouvernants qui soutiennent les dictatures, des banquiers qui étranglent la population par la dette. Et cette France là n'hésite pas à soutenir ou à reprendre des pratiques fascistes et barbares.

Ce sont les mêmes qui nous embobinent ici en nous disant depuis vingt ans qu'ils vont bientôt s'occuper du chômage et des injustices, et qui là bas exploitent affreusement les pauvres et les déshérités. Ne laissons pas croire à nos frères du Tiers Monde que nous sommes assez bêtes pour les croire, ou assez salauds pour être complices.

20/6/1994

L'Ouvrier n° 18

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER  
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :  
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX